

Le 03 août 2022

Il est temps d'agir contre les violences sexistes et sexuelles

La Fédération des Étudiants Francophones insiste pour que la lutte contre les violences sexistes et sexuelles devienne une priorité au niveau du gouvernement, mais aussi au sein de chaque établissement, qui doivent prendre leur responsabilité et développer des procédures externes d'accompagnement des victimes et de suivi des plaintes.

Madame la ministre Glatigny reconnaissait au micro de La Première l'ampleur du problème, et les nombreux témoignages d'étudiants et de membres du personnel des établissements de l'enseignement supérieur confirment l'urgence d'agir au plus vite. Les dépôts de plaintes se multiplient, l'impact des violences sexuelles et sexistes est énorme sur les victimes, avec des conséquences sur leur vie privée et académique. Selon un récent sondage de la FEF, près d'une étudiante sur cinq s'estime victime de harcèlement, une proportion bien trop importante, une victime étant une victime de trop.

Les mesures actuelles sont très insuffisantes, le système est rempli de failles qui découragent le signalement des faits, et les sanctions contre les coupables sont bien trop rares. Avec les procédures internes, obligatoires actuellement et pourtant absentes de certains établissements, la décision finale revient souvent au pouvoir hiérarchique, avec un risque de mise au silence qui a malheureusement déjà été observé.

Il est nécessaire que des procédures externes soient mises en place, avec un cadre légal clairement défini et un accompagnement professionnel, qui permettent aux victimes de s'exprimer en toute sécurité, et qui empêchent de manière efficace les personnes mises en cause de recommencer.

Les établissements doivent devenir des endroits où chacun et chacune se sent en sécurité, des lieux d'étude et de travail ouverts, inclusifs, sans reproduire les violences liées au genre. Des projets de prévention, d'intervention, de traitement des plaintes, et d'accompagnement doivent être développés et soutenus par les établissements et par les autorités. Il est temps d'agir à la hauteur du problème.



Présidente de la FEF: **Emila Hoxhaj** | T 0473 93 45 85 | emila.hoxhaj@fef.be

Chargé de communication de la FEF: **Renaud Leemans** | T 0492 27 87 59 | renaud.leemans@fef.be